

## **La concurrence des ONG sur le théâtre des opérations septembre 2006**

Si on observe une certaine coopération informelle des organisations non-gouvernementales (ONG) sur les différents théâtres où elles interviennent, la concurrence qui existe entre elles empêche un développement plus important de celle-ci.

### **Une coopération formelle pratiquement inexistante**

Le monde des ONG est très divers, comprenant des acteurs de taille et de but très différents. On y trouve aussi bien de très petites structures avec de faibles moyens financiers que des organisations ayant des filiales dans plusieurs pays et un poids politique et économique important. Certaines sont très influentes sur la scène internationale, telle CARE (*Cooperative for Assistance and Relief Everywhere, Inc*), d'autres peuvent n'avoir été créées que pour une crise bien précise. Chacune de ces ONG prend ses décisions indépendamment des autres. Sur le terrain des opérations chacune poursuit son propre but et n'est soumise qu'aux conditions que lui imposent ses donateurs et le pays d'accueil. Il n'existe aucun arrangement formel promouvant la coordination entre les différentes ONG que ce soit sur le terrain ou au niveau des quartiers généraux. Coopération entre ONG et coordination de leurs actions n'apparaîtront que lorsqu'un Centre d'Opération civilo-militaire ou son équivalent aura été créé. Pourtant, le but premier de celui-ci n'est pas de faciliter les relations entre les différentes ONG mais de permettre la coopération entre les acteurs humanitaires et les militaires sur le terrain. Il faut noter qu'au sein même des ONG il existe des problèmes de coordination. Le personnel sur le terrain se concentre sur les événements dont il est témoin, au jour le jour, tandis que le siège vise à satisfaire ses donateurs et à garder une image positive de l'organisation.

Il existe cependant des réseaux de coopération informelle entre les ONG sur le terrain, par exemple entre celles financées par le même donateur. L'USAID (*United States Agency for International Development*), principale agence du gouvernement américain en charge de l'aide humanitaire et de l'aide au développement, s'attend ainsi à ce que les ONG qu'elle finance, se concertent en vue d'une division optimale des tâches sur le terrain. Les plus grosses ONG ont, quant à elles, des quartiers généraux qui organisent la coordination des différentes branches nationales. Enfin de nombreuses ONG font partie d'organisations ayant pour but de promouvoir la formation de liens entre les différentes ONG membres, ce qui pourra faciliter les contacts sur le terrain. On citera comme exemple le réseau européen VOICE (*Voluntary Organisations in Cooperation and in Emergencies*) et le réseau américain InterAction (*American Council for Voluntary International Action*).

### **Le libéralisme économique appliqué au monde des ONG : une concurrence accrue pour les fonds**

Dans l'esprit des penseurs libéraux et des donateurs occidentaux la marchandisation des fonds accordés à l'aide humanitaire et l'augmentation du nombre d'ONG ne peuvent qu'être bénéfiques et favoriser l'efficacité de l'action humanitaire. Dans leur esprit, la concurrence diminue le gaspillage, met un frein à la corruption et permet à de nouvelles ONG d'apparaître sur la scène internationale. Aussi, de plus en plus, les donateurs proposent aux ONG des contrats renouvelables de court terme qui mettent les ONG dans l'obligation d'enchérir les unes sur les autres et de démontrer des résultats concrets et rapides. Au sein même des grandes ONG (Organisations internationales non-gouvernementales), les bureaux des différents pays s'affrontent les uns les autres pour obtenir des contrats sur les lieux de crises. Le résultat de cette concurrence est désastreux sur le terrain. Les efforts de coordination et de concertation entre les ONG sont systématiquement minés par le nombre croissant de groupes humanitaires rivalisant pour obtenir des contrats, démontrer à leurs donateurs leur efficacité et le bon emploi des fonds qui leur ont été alloués. Dans des opérations d'urgence relatives à des conflits, les contrats de 3 à 6 mois sont la norme. Les ONG peuvent ainsi à tout moment devoir faire face à des menaces de diminution de leurs subventions voire de perdre leur contrat. En

République Démocratique du Congo, cette concurrence entre ONG a résulté en un grave problème de conscience pour les humanitaires. En effet, dans les camps de Goma, le climat de compétition entre les ONG a empêché ces dernières de réfléchir pleinement aux conséquences de l'aide détournée par les anciens génocidaires Hutus qui se cachaient parmi les réfugiés. La peur de perdre leur contrat auprès du HCNUR (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) les empêchait de dénoncer haut et fort les trafics et les exactions qui avaient lieu sous leur nez. Les ONG n'avaient pas les moyens financiers de quitter les camps avec armes et bagages et encore moins de se priver de la publicité que leur offraient des camps congolais sous le feu des médias.

### **La compétition pour la couverture médiatique**

La recherche de fonds est devenue l'une des priorités des ONG : la pérennité de leurs actions repose en effet sur la pérennité de leurs fonds. Pour lever des fonds, une ONG doit montrer qu'elle est efficace, qu'elle travaille sur le terrain et que les fonds accordés ont été judicieusement utilisés. D'où, une concurrence acharnée entre les ONG pour obtenir le plus d'attention possible de la part des médias et donc pour se financer plus aisément. Cette compétition pour la couverture des médias peut, elle aussi, nuire à une coopération entre les ONG et à une coordination de leur action. Ainsi en Bosnie en 1999, une équipe de la SFOR (*Stabilisation Force*) qui était chargée de la coordination de l'aide humanitaire destinée à la ville de Kotor Varos avait décidé de retenir cette aide jusqu'à ce que les autorités municipales soient disposées à accepter le retour de minorités ethniques déplacées. Plutôt que de se ranger auprès des autres organisations présentes et de faire front commun avec elles, une ONG passa outre pour pouvoir bénéficier de la bonne couverture médiatique qu'elle retirerait du fait d'être vue en train d'apporter de l'aide. Le maire de la ville pu ainsi ignorer les pressions en faveur du retour des réfugiés.